



CHAPITRE 106

Loi modifiant la charte de la cité de
Longueuil

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Longueuil a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de ses contribuables et qu'il est nécessaire à son expansion et à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 71, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Qu'ayant acquis, en vertu des dispositions de la Loi des fonds industriels, certains terrains dont une lisière pourrait être revendue avec avantage pour fins résidentielles, elle désire obtenir le pouvoir de revendre ces terrains pour les fins susdites;

Qu'elle désire obtenir l'autorisation d'acquérir, de gré à gré, certaines parties de terrains appartenant à Sa Majesté du chef du Canada et de les revendre ou louer sous certaines conditions;

Qu'elle désire également obtenir l'autorisation de louer, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, en totalité ou en partie, les lots originaires numéros cent cinquante-six et cent cinquante-neuf du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, et des terrains non cadastrés qu'elle a acquis de Sa Majesté du chef du Canada;

Qu'elle désire revenir à l'application de la Loi des cités et villes concernant la prescription des taxes;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande;

CHAPTER 106

An Act to amend the charter of the city
of Longueuil

[Assented to 29th June 1967]

WHEREAS the city of Longueuil has Preamble.
by its petition represented:

That it is in the interest of its ratepayers and necessary for its expansion and the proper administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 71, and the acts amending it, be again amended;

That having acquired, under the Industrial Funds Act, certain lands of which a strip might be sold with advantage for residential purposes, it wishes to obtain power to resell such lands for the aforesaid purposes;

That it wishes to be authorized to acquire by agreement certain parcels of land belonging to Her Majesty in right of Canada and to resell or let the same on certain conditions;

That it also wishes to be authorized to lease, with the approval of the Quebec Municipal Commission, the whole or part of original lots numbers one hundred and fifty-six and one hundred and fifty-nine of the cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, registration division of Chambly, and certain uncadastrated lands which it acquired from Her Majesty in right of Canada;

That it wishes to return to the application of the Cities and Towns Act as regards the prescription of taxes;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Vente de
certains
lots,
autorisée.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4 de la Loi des fonds industriels (Statuts refondus, 1964, chapitre 175), la cité de Longueuil est autorisée à vendre au comptant, pour fins résidentielles et à un prix non inférieur au coût, les lots suivants qu'elle a acquis en vertu des dispositions de l'article 3 de cette loi, savoir: partie de la subdivision soixante-dix, les subdivisions soixante et onze à cent seize inclusivement, partie de la subdivision cent dix-sept, les subdivisions cent dix-neuf à cent trente-deux inclusivement, partie de la subdivision cent trente-trois, partie de la subdivision deux cent quarante et les subdivisions deux cent quarante et un à deux cent soixante-dix inclusivement, tous ces lots faisant partie du lot original numéro trente-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Approba-
tions préa-
lables.

Ces ventes requièrent, cependant, l'autorisation du ministre des affaires municipales et celle du ministre de l'industrie et du commerce et la cité doit faire emploi du produit de ces ventes conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des fonds industriels.

Acquisi-
tions
autori-
sées.

2. La cité de Longueuil est autorisée à acquérir, de gré à gré, de toute corporation de la couronne du chef du Canada, le lot numéro trois cent quatorze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et le lot numéro trois cent cinquante et un des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, y compris les constructions dessus érigées. Ces immeubles doivent servir, en totalité ou en partie, à l'aménagement de parcs de stationnement, à l'élargissement et à l'ouverture de rues et à l'érection d'édifices, de constructions, ou de maisons, destinés à des fins publiques, municipales, provinciales ou fédérales ou à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles.

Sale of
certain
lots
author-
ized.

1. Notwithstanding section 4 of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175), the city of Longueuil is authorized to sell for cash, for residential purposes and at a price not less than cost, the following lots which it acquired under section 3 of the said act, namely: part of subdivision seventy, subdivisions seventy-one to one hundred and sixteen inclusive, part of subdivision one hundred and seventeen, subdivisions one hundred and nineteen to one hundred and thirty-two inclusive, part of subdivision one hundred and thirty-three, part of subdivision two hundred and forty and subdivisions two hundred and forty-one to two hundred and seventy inclusive, all such lots forming part of original lot number thirty-seven on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, registration division of Chambly.

Previous
approval.

Nevertheless, such sales shall require the authorization of the Minister of Municipal Affairs and that of the Minister of Industry and Commerce, and the city must use the proceeds of such sales in conformity with section 5 of the Industrial Funds Act.

Acquisi-
tion
author-
ized.

2. The city of Longueuil is authorized to acquire by agreement, from any Crown corporation in right of Canada, lot number three hundred and fourteen on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil and lot number three hundred and fifty-one on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, registration division of Chambly, including the buildings erected thereon. Such moveables must serve in whole or in part for the installation of parking grounds, the widening and opening of streets and the erection of buildings, constructions or houses intended for public, municipal, provincial or federal purposes or for residential, commercial or industrial purposes.

Vente à l'enchère.

Elle peut vendre ces lots à l'enchère en totalité ou en partie.

Vente de gré à gré.

Elle peut également, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, les vendre de gré à gré à un prix qui ne peut être inférieur au coût d'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant ou les louer à un prix qui soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relatives à ces immeubles soit pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales et scolaires.

Emprunts.

Elle peut, avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et celle de la Commission municipale de Québec, emprunter pour les fins susdites une somme n'excédant pas le coût d'acquisition et les autres dépenses ou frais légitimes s'y rapportant.

Emploi des deniers.

Les deniers provenant de ces ventes doivent être employés à l'extinction des obligations ainsi contractées.

Locations, autorisées.

3. La cité de Longueuil est autorisée à louer, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, la totalité ou une partie des lots originaux numéros cent cinquante-six et cent cinquante-neuf du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, et des terrains non cadastrés qu'elle a acquis de Sa Majesté du chef du Canada, à un prix qui soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relatives à ces immeubles soit pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales et scolaires.

It may sell such lots at auction in whole or in part.

Sale at auction.

It may also, with the approval of the Quebec Municipal Commission, sell them by agreement at a price which must not be less than the cost of acquisition plus the cost of the services and legitimate expenses or costs relating thereto or lease at a price sufficient to meet all the annual expenses relating to such immovables namely for the amortization of the purchase price and interest thereon, of the cost of the services, of legitimate expenses or costs relating thereto and of municipal and school taxes.

Sale by agreement.

It may, with the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow for the aforesaid purposes a sum not exceeding the cost of acquisition and the other legitimate expenses or costs relating thereto.

Loans.

The moneys resulting from such sales must be used to discharge the obligations so contracted.

Use of moneys.

3. The city of Longueuil is authorized to lease, with the approval of the Quebec Municipal Commission, the whole or part of original lots numbers one hundred and fifty-six and one hundred and fifty-nine of the cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, registration division of Chambly, and the uncadastred lands which it has acquired from Her Majesty in right of Canada or at a price sufficient to meet all the annual expenses relating to such immovables namely for the amortization of the purchase price and interest thereon, of the cost of the services, of legitimate expenses or costs relating thereto and of municipal and school taxes.

Leases authorized.

1907, c. 71, s. 49, ab. Prescription.

4. L'article 49 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 71, est abrogé. Toutefois, les taxes exigibles lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ne se prescrivent que par cinq ans.

4. Section 49 of the act 7 Edward VII, chapter 71, is repealed. Nevertheless, the taxes exigible at the time of the coming into force of this act shall be prescribed by five years.

1907, c. 71, s. 49, repealed. Prescription.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.